

ÉLECTIONS CANTONALES DE 1967

CANTON DE LA SEYNE

Candidature

Georges VAUDEY

Chère Electrice, Cher Electeur,

La politique c'est l'art d'administrer un Etat, un département, une commune.

Vouloir administrer un département sans faire de la politique, c'est un non sens.

Les candidats qui se déclarent sans étiquette veulent simplement cacher leur appartenance à l'U.N.R. en raison des résultats décevants de la politique financière, économique et sociale du Gouvernement.

Une politique se mesure à ses résultats.

Dix ans de gouvernement de DE GAULLE et dix ans de stabilité ministérielle n'ont pas apporté au pays les bienfaits qu'on nous avait fait espérer, loin de là.

Dans tous les domaines : social, agricole, économique, financier, on enregistre une régression considérable.

Au moment d'une transformation des mœurs, du développement d'une société en croissance, les départements et les communes doivent poursuivre une nécessaire modernisation des installations collectives : eau, assainissement, ordures ménagères, voirie, etc...

Or, jamais le Gouvernement n'a si peu aidé les collectivités locales.

Bien plus, il leur fait supporter des charges qui normalement lui incombent.

UN EXEMPLE. — La construction de l'autoroute dite sortie Ouest de TOULON coûtera au département 450 millions d'anciens francs et autant à la ville de TOULON.

Du point de vue social, non seulement les ressources des travailleurs vont être réduites de quelques milliards par la réforme de la Sécurité Sociale, mais encore elles subiront d'autres prélèvements résultant de l'augmentation de toutes choses, en particulier des transports, des loyers et des tarifs du gaz et de l'électricité.

Pour les agriculteurs, les manifestations dans certains départements montrent combien se dégrade le revenu agricole.

La fermeture des usines, comme celle de La Coudoulière à SIX-FOURS, montre à quel point s'accroît l'insécurité sociale sous le régime actuel.

En fait, toutes les décisions gouvernementales ont pour effet d'abaisser le niveau de vie des salariés, agriculteurs, fonctionnaires, militaires et retraités.

De cette régression sociale en sont victimes non seulement ceux directement concernés mais encore l'industrie et le commerce parce que la masse salariale des ouvriers et employés est sans cesse en diminution.

Le Président du Conseil paraît imbu de la croyance qu'en dehors de DE GAULLE il ne saurait y avoir que catastrophes pour la FRANCE.

La politique de prestige du régime nous y conduit à cette catastrophe, lentement, mais sûrement.